

CHAPITRE UN



Traditions et souveraineté alimentaire: pratiques de résistance agricole des peuples autochtones

Par Kelly Ulcuango⁸ et
Andrés Tombé⁹

⁸ Représentante du peuple kayambi. Professeure et directrice du département d'agroécologie et de souveraineté alimentaire, Université Amawtay Wasi, Équateur.

⁹ Représentant du peuple misak. Chercheur, Université nationale de Colombie.



Les peuples autochtones sont confrontés à des défis liés au droit à une alimentation propre, digne et durable.

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à définir leurs propres politiques et stratégies de production, de distribution et de consommation des aliments, dans le but de garantir le caractère sain et culturellement approprié de ceux-ci, ainsi que leur production durable. Les peuples autochtones ont joué un rôle fondamental dans la promotion et la défense de la souveraineté alimentaire, en mettant en œuvre des pratiques agricoles ancestrales et des stratégies de résistance face aux défis contemporains. Ces communautés ont développé des systèmes de production fondés sur la diversification des cultures, la conservation des semences et la gestion durable du territoire. Cependant, des facteurs tels que le changement climatique, l'expansion de l'agro-industrie ou l'absence de politiques publiques appropriées ont mis en péril ces pratiques et leur sécurité alimentaire.

Les peuples autochtones sont confrontés à des défis liés au droit à une alimentation propre, digne et durable. Bien que les cadres juridiques diffèrent d'un pays à l'autre, les luttes pour la souveraineté alimentaire, la défense du territoire et la conservation des semences sont transversales dans de nombreux territoires autochtones du continent. Des communautés telles que les Misak, Nasa, Wayuu, Embera, Kayambi, Asháninka, Náhuatl, Maya Q'eqchi', entre autres, ont élaboré des propositions de résistance agroalimentaire fondées sur des pratiques ancestrales, la récupération de semences natives et l'organisation communautaire face aux impacts du conflit armé, de l'extractivisme et de la négligence de l'État.



Souveraineté alimentaire: *la stratégie autochtone*

La Constitution de l'Équateur de 2008 intègre le concept de « *Buen Vivir* » ou Sumak Kawsay, une vision de la vie en harmonie avec la nature et la communauté, profondément enracinée dans la cosmovision autochtone. Ce cadre constitutionnel reconnaît la souveraineté alimentaire comme un droit fondamental, ce qui permet aux communautés de définir leurs politiques alimentaires et agricoles sans interférences extérieures. La souveraineté alimentaire est protégée par l'Article 281 de la Constitution, qui établit des mesures pour promouvoir l'agroécologie, protéger la biodiversité et garantir l'accès à la terre et aux ressources productives.

Des organisations autochtones, telles que la Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur (CONAIE) et la Coordinatrice Latino-Américaine des Organisations Paysannes (CLOC-Vía Campesina), ont été des acteurs clés dans la promotion de politiques visant à renforcer la souveraineté alimentaire. Ces organisations défendent la protection des semences natives, la promotion de pratiques agroécologiques et la résistance aux modèles agricoles industriels qui menacent la biodiversité et les pratiques traditionnelles. De plus, elles ont participé activement à l'élaboration de lois telles que la Loi Organique sur l'Agrobiodiversité, les Semences et la Promotion de l'Agriculture Durable, qui vise à protéger les connaissances traditionnelles et à garantir l'autonomie des agriculteurs face aux entreprises transnationales.

À l'instar de l'Équateur, les peuples autochtones de Colombie ont élaboré des propositions de résistance face à la perte de leurs systèmes alimentaires traditionnels. Bien que la Constitution Politique de 1991 reconnaisse le caractère pluriethnique et multiculturel du pays, et accorde l'autonomie aux territoires autochtones, les politiques publiques en matière de souveraineté alimentaire restent fragmentaires et, dans de nombreux cas, déconnectées des réalités territoriales. L'un des plus grands problèmes a été la substitution des systèmes alimentaires ancestraux par des modèles d'assistance alimentaire, ce qui a entraîné une perte des savoirs traditionnels, une diminution de l'agro-biodiversité et une dépendance économique.





À cet égard, certaines institutions étatiques ont commencé à intégrer des approches plus territoriales et inclusives. L'Institut Colombien de Bien-Être Familial (ICBF), par exemple, a mis en œuvre la Stratégie d'Achats Locaux, une initiative qui vise à renforcer la sécurité et la souveraineté alimentaires du pays. Cette stratégie a pour objectifs de soutenir le développement et l'entrepreneuriat des familles et communautés locales, de se conformer à la Loi 2046 de 2020, qui promeut l'achat public d'aliments produits par des petits et moyens producteurs, et de progresser dans la réalisation du Plan National de Développement 2022–2026. Bien qu'elle rencontre encore des défis dans son application, cette stratégie représente une opportunité d'articuler l'approvisionnement institutionnel avec la production d'aliments sains, durables et culturellement pertinents, en renforçant les économies paysannes et autochtones.

Récemment, la Colombie a adopté la Politique Publique d'Agroécologie (Résolution 0085 de 2024), un jalon juridique qui reconnaît l'agroécologie comme une voie pour transformer les systèmes alimentaires. Cette politique intègre les savoirs ancestraux et scientifiques, favorise l'agro-biodiversité, encourage la production durable et renforce des processus communautaires tels que les écoles agroécologiques, les systèmes participatifs de garantie et la souveraineté alimentaire. Sa mise en œuvre au niveau national vise à soutenir les communautés paysannes, autochtones et afro-descendants dans la transition agroécologique, en promouvant le bien-vivre, le commerce équitable et le respect de la vie et des territoires.



Pratiques de résistance agricole des peuples autochtones

Les communautés autochtones d'Amérique latine ont développé et maintenu des pratiques agricoles ancestrales qui non seulement garantissent la production alimentaire, mais préservent également la biodiversité et renforcent l'identité culturelle. Ces pratiques représentent des formes de résistance face à l'homogénéisation agricole et à la perte des savoirs traditionnels. Dans la région andine, parmi les stratégies les plus pertinentes figurent la chakra andine, la conservation des semences natives et, dans la région amazonienne, les systèmes agroforestiers.

De plus, la spiritualité joue un rôle fondamental dans la relation des peuples autochtones avec la terre, car les rituels agricoles, les offrandes et les cérémonies constituent une partie essentielle de la production alimentaire, promouvant une vision holistique de la nature. Des cérémonies de remerciement à la Pachamama (Terre Mère) sont réalisées avant chaque semaille et chaque récolte ; les cycles lunaires ainsi que les enseignements des sages sont pris en compte pour déterminer les moments opportuns de semaille et de récolte, assurant ainsi l'équilibre entre la nature et la production agricole.





LA CHAKRA ANDINE

La chakra andine est un système agricole intégré pratiqué par les peuples kichwa de la Sierra équatorienne. Ce système se caractérise par la diversification des cultures, la rotation des terres et l'utilisation de techniques agroécologiques qui maintiennent la fertilité du sol ainsi que la résilience face aux nuisibles et aux maladies. La chakra n'est pas seulement une unité de production, mais aussi un espace de transmission des savoirs et des pratiques culturelles, où l'on enseigne aux nouvelles générations à cultiver.

Dans le contexte des peuples autochtones de Colombie, qui partagent des racines et des liens culturels avec les peuples andins et mésoaméricains, les jardins ancestraux occupent également une place centrale dans la vie communautaire. Par exemple, pour le peuple misak, le yatul (chakra) est bien plus qu'un jardin ou une parcelle de production. C'est un espace intégral où l'on cultive une grande diversité d'aliments, où l'on conserve les semences natives, où l'on transmet les savoirs ancestraux et où l'on renforce la relation spirituelle avec la Terre Mère. Le yatul est régi par des principes de complémentarité, de réciprocité et d'équilibre ; il fonctionne comme une véritable unité de vie où convergent les pratiques agricoles durables et la cosmovision misak. Sa gestion, tant collective que familiale, constitue une forme de résistance culturelle face aux modèles agricoles hégémoniques et un pilier dans la construction de la souveraineté alimentaire à partir des territoires.

SAUVEGARDE ET CONSERVATION DES SEMENCES NATIVES

La conservation des semences natives est une stratégie essentielle de résistance. Les communautés autochtones ont établi des banques de semences et des réseaux d'échange afin de préserver les variétés locales adaptées à des conditions spécifiques. Par exemple, dans la province de Cotopaxi en Équateur, plusieurs communautés ont réussi à sauvegarder des variétés ancestrales de pomme de terre, ce qui contribue non seulement à la diversité agricole, mais renforce également la sécurité et la résilience alimentaires locales face au changement climatique.

Dans le cas colombien, ce processus a été impulsé par la Red de Semillas Libres de Colombia, un espace large et décentralisé qui articule des communautés paysannes, indigènes, afro-colombiennes, ainsi que des organisations sociales, académiques et culturelles, autour de la défense des semences créoles et natives. Ce réseau promeut la récupération, la conservation et la libre circulation des semences, face aux politiques qui favorisent la privatisation, l'utilisation des OGM et le contrôle des entreprises. À travers des nœuds régionaux et des axes d'action, il renforce l'autonomie alimentaire, l'agroécologie et la souveraineté dans des territoires comme le département du Cauca en Colombie. Des communautés telles que les peuples misak, nasa et ampiule ont réussi à conserver plus de soixante-dix variétés de pommes de terre natives, adaptées à leurs écosystèmes de páramo et de haute montagne andine, en articulant savoir ancestral, éducation interculturelle et stratégies de résilience climatique.

PRATIQUES AGROFORESTIÈRES EN AMAZONIE

Dans la région amazonienne, des communautés indigènes telles que les Kichwa de Pastaza mettent en œuvre des systèmes agroforestiers qui combinent des cultures alimentaires avec des espèces forestières natives. Ces pratiques favorisent la durabilité environnementale, l'autonomie économique et la conservation de la biodiversité. De plus, elles renforcent le rôle des femmes dans l'économie locale et dans la transmission des savoirs traditionnels.



Les communautés autochtones ont mis en place des banques de semences et des réseaux d'échange afin de préserver les variétés locales adaptées à des conditions spécifiques.



Réponses de résistance



Malgré les avancées, les peuples autochtones font face à des défis significatifs, tels que la pression de l'agro-industrie, le changement climatique et des politiques publiques qui ne favorisent pas toujours l'agriculture familiale et encore moins la reconnaissance des savoirs des peuples autochtones. Face à cela, ils ont développé des réponses de résistance fondées sur leur cosmovision et leur organisation communautaire, incluant la défense du territoire, l'éducation interculturelle et l'intervention politique dans la formulation des lois agraires.

Dans le cas de l'Équateur, la CONAIE a mené des mobilisations massives contre des projets extractivistes qui menacent les territoires ancestraux et la biodiversité, et exige la reconnaissance des droits territoriaux ainsi que le respect de la *consultation préalable, libre et informée*. À plusieurs reprises, elle a introduit des recours devant la Cour constitutionnelle afin de stopper les concessions minières et pétrolières sur les terres autochtones.

Dans le domaine de l'éducation interculturelle, la CONAIE et la Confédération des peuples de la nationalité kichwa de l'Équateur (ECUARUNARI) ont promu la création d'écoles communautaires avec des modèles pédagogiques basés sur le savoir ancestral, renforçant la transmission des connaissances relatives à la souveraineté alimentaire et à l'agroécologie. L'Université Interculturelle des Nationalités et Peuples Autochtones Amawtay Wasi, qui intègre dans son curriculum des matières liées à l'agriculture durable et à l'autonomie alimentaire, constitue un exemple de cette initiative.

En ce qui concerne l'impact politique, la CONAIE a participé activement à l'élaboration de normes telles que la *Loi organique sur l'agrobiodiversité, les semences et la promotion de l'agriculture durable*, qui promeuvent la protection des semences natives et l'accès aux crédits et ressources pour les petits agriculteurs. De même, elle a impulsé des initiatives visant à interdire les cultures transgéniques et a plaidé pour la création de marchés communautaires favorisant la commercialisation directe entre producteurs et consommateurs, réduisant ainsi la dépendance à l'agrobusiness.

En Colombie, tout comme en Équateur, les peuples autochtones luttent pour la reconnaissance de leurs savoirs et le droit de décider comment et avec quoi s'alimenter. Depuis divers territoires et organisations telles que l'Organisation Nationale Indigène de Colombie (ONIC), l'Organisation des Peuples Autochtones de l'Amazonie Colombienne (OPIAC), la Confédération Indigène Tayrona (CIT), les Autorités Indigènes de Colombie et Gouvernement Majeur (AICO), le Conseil Régional Indigène du Cauca (CRIC) et le Mouvement des Autorités Indigènes du Sud-Ouest (AISO), se développent des processus qui dialoguent avec ces résistances et créent de nouvelles alternatives enracinées dans la diversité des semences, des langues et des pratiques culturelles.



En Colombie, tout comme en Équateur, les peuples autochtones luttent pour la reconnaissance de leurs savoirs et le droit de décider comment et avec quoi s'alimenter.